

**Cher( e)s ami( e)s, cher( e)s camarades**

Merci à tous et à toutes de votre présence nombreuse ici aujourd'hui.

En juin dernier l'Union des Révolutionnaires Communistes de France créée en 2004 et Communistes, parti révolutionnaire créé en 2002 ont scellé leur unification pour construire ensemble le Parti révolutionnaire Communistes. C'est une étape importante dans la construction du Parti révolutionnaire au service des travailleurs et du peuple, de tous celles et ceux qui veulent combattre le capitalisme et qui veulent changer de société.

Dans 4 semaines aura lieu le premier tour des élections régionales. Tout est fait pour réduire ces élections à une simple réorganisation du territoire qui serait ainsi plus rationnel et à un simple renouvellement des équipes politiques chargées d'administrer les régions pendant 6 ans.

**De quoi s'agit-il en réalité ?**

Le nombre de régions métropolitaines a été réduit de 20 à 13 et ce pour des raisons hautement politiques, car il ne s'agit surtout pas d'une simple organisation administrative ni d'un simple renouvellement,

En réalité ces élections constitueront un acte politique très fort à l'échelle nationale. Elles permettront d'évaluer l'évolution du rapport des forces politiques sociales et économiques à ce moment précis dans notre pays.

**C'est donc dans ce cadre que nous continuerons la lutte contre le capital.**

Ces élections se situent très étroitement dans le cadre de la CEE, dans le cadre de cette Europe capitaliste que nous combattons.

Aujourd'hui plus que jamais, la France est imbriquée dans cette Europe capitaliste et on voit chaque jour la répercussion des événements internationaux sur cette Europe et notre pays.

Ca l'est d'autant plus que la France, peuplée de 66 millions d'habitants est la 5<sup>ème</sup> puissance économique mondiale, la 2<sup>ème</sup> dans la CEE

Permettez – moi d'abord, un rappel que nous jugeons indispensable sur la situation internationale et sur ce monde capitaliste auquel la France appartient et dans lequel elle est totalement imbriquée.

**Depuis la disparition de l'URSS et des pays socialistes de l'Est européen, les grandes sociétés multinationales industrielles et financières sont aux commandes. Elles possèdent les grands moyens de production et d'échange.**

**Détenant le pouvoir économique, financier, elles possèdent le pouvoir politique.**

Le chiffre d'affaire annuel des 12 premières va de plus de 310 milliards de dollars à 485 milliards de dollars ! Parmi celles-là, on compte dans la CEE : en 3<sup>ème</sup> position Royal-Deutch des Pays Bas, en 6<sup>ème</sup> position BP en Grande-Bretagne, en 8<sup>ème</sup>, Volkswagen en Allemagne et en 12<sup>ème</sup> Total en France.

La base même de leur existence, c'est le profit, toujours plus de profit.

Leur seul but, dans le monde entier c'est :

- d'exploiter à leur profit toutes les ressources naturelles de la planète en exploitant les peuples
- soumettre, adapter partout l'ensemble de la Société aux exigences capitalistes, est leur règle fondamentale.

En même temps ces groupes capitalistes sont des concurrents acharnés qui vont jusqu'à la guerre pour conquérir de nouveaux marchés.

On le voit aujourd'hui avec ce qui se passe au Proche-Orient, au Moyen-Orient ou se poursuit depuis plusieurs années une guerre internationale, en Afrique et ailleurs où s'affrontent les Etats-Unis, l'Europe avec la France aux avants postes, la Russie, la Chine, la Turquie, l'Iran, etc.

Les peuples paient très cher ces guerres de domination des impérialismes mondiaux en train de se partager le monde.

Le peuple palestinien lutte pour son indépendance, le droit à un Etat indépendant. Il subit l'occupation et la colonisation d'Israël depuis 1967 avec l'aval, le soutien actif des grandes puissances, des USA, de l'Europe, de la France, de la Russie. Hollande a assuré Netanyahu de son "soutien indéfectible"

Depuis des mois des centaines de milliers d'êtres humains chassés de leur pays par la guerre et la misère sont contraints à des exils meurtriers et ceux qui ne meurent pas en route au lieu de trouver la paix et un monde meilleurs ne trouveront que l'exploitation capitaliste.

**Cet affrontement inter-capitaliste se traduit également par une guerre financière qui s'accélère à l'échelle mondiale.**

La spéculation prospère au détriment de la production jugée pas assez rentable. Un chiffre : en 2014 les capitaux détenus par les bourses mondiales atteignaient 62.000 milliards de dollars ! C'est plus du double de la valeur de toutes les entreprises cotées dans le monde.

En 6 ans des millions de milliards de dollars n'ont pas été investis dans la production de marchandises. Les échanges spéculatifs sont aujourd'hui et de très loin, leur principale activité. Un exemple : on compte dans le monde plus de 9.000 fonds spéculatifs appelés Hedge-Funds. Ils sont détenus à 50% par les banques, les compagnies d'assurances, les fonds de pension, ils ont géré pour 1<sup>er</sup> tri mestre 2015, 3.000 milliards de dollars.

Il y a 15 ans se sont créés des fonds appelés « fonds vautours » qui rachètent à bas prix des dettes d'entreprises ou d'Etats . C'est le cas pour l'Argentine, le Nicaragua, la Zambie, le Congo, le Cameroun, l'Ouganda, etc., et en Europe pour l'Espagne, la Grèce, Chypre.

En 2014 l'Argentine a été condamnée par la Cour Suprême des Etats Unis à indemniser des fonds vautours qui réclamaient 1600% de la dette argentine qu'ils avaient rachetée pour une bouchée de pain (Question avec demande de réponse écrite à la Commission du Parlement Européen 5 janvier 2015)

Aujourd'hui, le risque d'une guerre mondiale n'est pas à écarter. **C'est pourquoi notre parti vous appelle à agir pour sauver la paix dans le monde.**

En 1990, quand l'URSS a été vaincue par le capitalisme international, l'ensemble du monde capitaliste et tous ses défenseurs ont proclamé : "tout va aller mieux".

La chute de l'URSS devait amener "paix et prospérité"

### **Regardez le monde aujourd'hui**

Dans le monde entier, les capitalistes réduisent ce qu'ils appellent le « coût du travail » pour augmenter leurs profits. C'est la course à la fameuse compétitivité, à qui sera le plus rentable.

Par ex. ces jours-ci, la presse, les médias se félicitent de ce que la France ait rejoint l'Allemagne qui a un « coût du travail » plus bas.

Concernant la Chine qui subit un ralentissement ils disent « ils ont trop augmenté les salaires ces dernières années ».

Baisser le « coût du travail », c'est un impératif pour les capitalistes, pour augmenter leurs profits.

**Cela nous ramène à la France.**

« Etre compétitifs » !

En France comme ailleurs, les grands groupes capitalistes veulent aller toujours plus loin et vite pour accroître leurs profits, pour affronter la concurrence mondiale dans de meilleures conditions. Baisser ce qu'ils appellent «le coût du travail » par tous les moyens, abolir le code du travail, casser les acquis, faire payer toujours plus le peuple, soumettre les travailleurs, la jeunesse, à la réalisation de leurs objectifs.

Je ne vais pas vous décrire la situation du peuple, sa dégradation, vous la connaissez, vous la vivez.

Pourquoi cette situation ?

**Qui dirige la France ?**

C'est le Capital, les grandes sociétés industrielles, commerciales, financières qui font des profits fabuleux.

Je ne citerai que quelques exemples, Au 1<sup>er</sup> semestre 2015 : TOTAL a fait 5 milliards d'euros de bénéfice, BNP-Paribas 4,2 milliards – Sanofi 2,3 milliards – Renault 1,4 milliards – Airbus 1,5 milliards (+ 49%) etc.... 39 entreprises du CAC40 ont fait 39,5 milliards de bénéfice soit 34,2% de plus qu'au 1<sup>er</sup> semestre 2014.

**Les Présidents de la République sont à leur service exclusif, ils sont là avant tout pour appliquer la politique décidée par ces grandes sociétés capitalistes et qui les font élire et qui préparent leur relève en fonction des nécessités du moment comme on l'a vu en 2012 avec le remplacement de Sarkozy par Hollande.**

Ils les font élire avec un mode de scrutin, instauré par De Gaulle en 1969 et renforcé par les gouvernements de droite et du PS qui se sont succédés. Ce mode de scrutin réduit le choix des électeurs :

\*la désignation du candidat est réservée à ceux que le système accepte, puisqu'il faut 500 parrainages d'élus de 1<sup>er</sup> plan : maires, députés, sénateurs, conseillers généraux.

\*Ensuite il y a 2 tours et le 2<sup>ème</sup> tour ne laisse le choix qu'entre deux personnes intégrées au système.

**A 4 semaines des élections régionales, les groupes capitalistes qui sont à la tête du pays, préparent activement de nouvelles constructions politiques qui devraient leur permettre de continuer la politique actuelle mais en l'aggravant rapidement.**

**Ils ont pour cela à leur disposition trois partis politiques**

**Les Républicains, avec Sarkozy ou quelqu'un d'autre,**

**Le Parti Socialiste, avec Hollande, cet autre agent du capital.**

Avec l'aggravation continue de la situation du peuple, le mécontentement est profond, l'exaspération massive. Ceux qui avaient voté Hollande pour chasser Sarkozy sont aujourd'hui nombreux à s'interroger. Des millions de travailleurs sont à la recherche d'une relève politique qui leur permette de sortir de cette situation.

**C'est pour préparer une relève éventuelle, qui leur permette de capter le rejet du pouvoir actuel par ces millions de travailleurs, que les forces du capital mettent en avant le Front National.**

Les grands médias à leur solde participent à cette campagne d'une façon éhontée. Marine Le Pen, à partir d'une démagogie sociale scandaleuse, se proclame « défenseur des sans voix, des plus modeste ». Elle fustige les Républicains et le PS qui ont échoué et elle affirme « nous allons changer la société ». Tout comme l'avait fait Hollande il y a 3 ans en clamant « le changement c'est maintenant ».

**Mais quand on y regarde de plus près, on découvre la réalité. Marine Le Pen défend le capitalisme, elle « veut un Etat en accord avec les entreprises ».** Deux de ses « colistiers » se sont exprimés ces jours-ci. Le député du FN Gilbert Collard a déclaré à France-Inter : à propos d'Air-France « la première violence est la violence économique que subissent les entreprises et qui les mettent en difficulté, il faut la supprimer. Je suis d'accord avec la direction d'Air-France, les salariés doivent faire des efforts ».

Concernant les élections régionales il a dit : « Marion Maréchal Le Pen a raison de dire que notre programme est le même que celui des Républicains, la différence est que eux ne l'appliquent pas quand ils sont élus, nous nous l'appliqueront ».

C'est Floriant Philippot vice Président du FN qui a dit sur BFM-TV « Il y a trop de fonctionnaires il faudra en supprimer ».

Redisons-le : **Aujourd'hui en France, le capital a bien 3 fers au feu pour préparer des relèves en cas de besoin : Les Républicains, le PS, le Front National.**

Mélenchon, le PCF, le Front de Gauche, appellent les travailleurs « à faire monter plus que jamais l'enjeu d'une alternative de gauche aux politiques d'austérité ». Quelle alternative ? Soutenir, même si c'est avec des réserves la politique du Parti socialiste, ce n'est pas de cette façon qu'on ouvrira une alternative vers un changement véritable. **Ca l'est d'autant moins que le PCF appelle dès maintenant « à un rassemblement de toute la gauche au 2<sup>ème</sup> tour ».** On voit également où mènent des organisations type « Syriza » en Grèce, « Podemos » en Espagne, « Die Linke » en Allemagne, toutes soutenues par le Front de Gauche et qui se couchent devant les exigences du capital à la première occasion.

Avec ces élections, on voit apparaître toutes les combines politiciennes qui se forment, par exemple entre les Républicains et l'UDI d'une part, comme entre le PS et des Ecologistes, ou le PCF et d'autres encore... ces combinaisons concourent toutes à assurer le maintien, la poursuite de la politique du capital.

**La seule chose que craignent les représentants du capital et le gouvernement à leur service, c'est qu'un mouvement social de lutte contre leur politique se développe, les oblige à reculer.**

Le mouvement ouvrier nous le savons s'est affaibli ces 30 dernières années. La disparition de l'URSS a porté un coup sévère aux forces progressistes dans le monde.

Le patronat et son MEDEF ont absolument besoin d'organisations syndicales « partenaires » à leur service. C'est pour cela qu'ils combattent avec force toute tentative de renaissance d'un mouvement syndical à la fois de classe et de masse.

Aujourd'hui les groupes capitalistes savent pouvoir compter en permanence sur le comportement de la CFDT partenaire servile du MEDEF et du gouvernement. Il faudra que la CFDT rende des comptes aux travailleurs qu'elle trahit.

La direction de la CGT a abandonné depuis déjà longtemps toute référence à la lutte des classes. Mais actuellement une exigence apparaît, de plus en plus forte, venant d'adhérents syndiqués dans les entreprises, de certains responsables, qui veulent que la CGT défende les revendications des travailleurs. De plus en plus nombreux, ils réclament que la CGT impulse partout une lutte de classe, de plus en plus large, une lutte interprofessionnelle, au service des travailleurs.

Casser le code du travail national, liquider les garanties nationales, les remplacer par un règlement entreprise par entreprise, fait partie de leurs objectifs prochains. **Ils comptent sur un résultat des élections régionales qui leur serait favorable et leur permettrait d'aller encore plus vite**

Face à cette offensive, tous ceux, syndiqués, responsables syndicaux, salariés, qui ne sont pas disposés à accepter cela, sont nombreux. Ils s'expriment, c'est sur eux qu'il faut s'appuyer pour que grandisse l'exigence d'un syndicalisme qui se place sur le terrain de classe, qui appelle partout au rassemblement dans la lutte pour faire reculer le capital et imposer les revendications.

**C'est dans ce contexte qu'ont lieu les élections régionales**

D'abord, pourquoi 13 régions métropolitaines et 2 dans les DOM, quel sera leur rôle ?

« Des régions de taille Européenne qui seront la seule collectivité compétente pour soutenir les entreprises » a déclaré Hollande. Tout est dit : les entreprises seront au centre et dicteront leurs exigences.

Il s'agit de régions avec leur Métropole : Paris -Lyon – Nantes - Toulouse etc. accompagnées de directions auxquelles seront attribuées progressivement mais le plus rapidement possible toutes les compétences d'un Etat.

**La région aura en main les finances.** Elle décidera de la politique d'emploi, en fonction des besoins des entreprises, de l'éducation de la formation, de l'apprentissage, de l'enseignement supérieur, de la recherche. Elle décidera de la politique

de santé, du système hospitalier. Elle décidera des fonctionnaires de toute la région. Elle décidera des transports, des routes, du logement, des Ports, des Aéroports, de la culture.

**La création de ces nouvelles régions aux pouvoirs considérablement étendus font partie du dispositif prévu par le capitalisme.** Avec toutes les conséquences pour les travailleurs et la population, dans tous les domaines de vie, du travail, de la santé etc. l'éclatement des statuts, les attaques contre les salaires, les retraites, les diverses prestations sociales, l'enseignement et la formation.

**Les régions seront directement liées à l'Europe,** pour toutes les décisions, les projets, les réalisations...

Ils mettent là en place des structures, une organisation qui vise loin.

Ils veulent éliminer tout ce qui peut entraver ou ralentir la mise en œuvre de leur objectif. Par ex. les départements et des milliers de communes qui seront poussées au regroupement.

**Tout cela conduit, il faut en avoir conscience, à la limitation des compétences de l'Etat au profit des régions dépendant de plus en plus de la CEE.** C'est l'éclatement de la Nation qui est en route et l'indépendance nationale. **C'est un nouveau pas important dans la construction de l'Europe capitaliste.**

Le but 1<sup>er</sup> aujourd'hui de ces élections est d'installer à la direction des régions tous ces partis politiques qui sont entre leurs mains, ces pouvoirs qui appliqueront servilement toutes les directives des grands groupes capitalistes.

**Outre cela, ces élections régionales sont vues comme un tremplin pour l'élection présidentielle de 2017.**

Tous et toutes les candidat(e)s sont au service du grand capital, tous et toutes sont donc d'accord avec la même politique. Ce sont les groupes capitalistes qui choisiront le moment venu celui ou celle qu'ils jugeront le plus efficace dans la situation politique du moment.

**C'est ça le capitalisme !**

**Que propose notre Parti ?**

**Je réaffirme d'abord que nous sommes contre l'Europe capitaliste tout comme nous sommes contre le capitalisme en France.**

Chaque peuple doit décider lui-même quel sera son avenir, ce qui implique le respect de son indépendance nationale.

En même temps, notre peuple doit développer des relations correspondant à notre époque, des échanges plus étroits avec d'autres pays d'Europe ou d'ailleurs. Tout cela sur un pied d'égalité.

J'ai évoqué la nécessité de développer l'action de notre peuple pour défendre la paix. Il est évident que les relations avec les autres pays d'Europe devraient jouer un rôle important dans ce domaine.

Le NON de notre parti à l'Europe capitaliste est totalement lié à la perspective que nous avançons pour la politique à mener dans notre pays, à la perspective de changement de politique que nous proposons au peuple français.

**Dans ces élections régionales, nous sommes le seul parti :**

-à dénoncer la politique actuelle, à donner à la connaître telle qu'elle est avec ses conséquences, nous sommes les seuls à dire clairement que c'est le capitalisme, ses objectifs, sa nature même, qui en est la cause.

-à appeler sans ambiguïté à la lutte contre le capitalisme pour le faire reculer, à mener cette lutte jusqu'à l'abattre et changer de société.

**-Nous sommes les seuls qui disons clairement quelle autre politique nous voulons mener.** Une politique de développement industriel, économique, social, au service du peuple.

La France a les moyens financiers, économiques, scientifiques pour faire une politique d'investissement industriel, de création d'emplois, de recherche, d'enseignement et de santé qui répondent aux besoins du peuple

Nous démontrons que les moyens financiers existent :

275 milliards annuels de cadeaux de l'Etat aux entreprises en réductions diverses de cotisations, plus le CICE, le pacte de responsabilité – la fraude fiscale – les 600 millions qui vont dans les paradis fiscaux, les milliards engloutis dans les opérations militaires, etc.

**Il y a de quoi édifier une autre politique et de l'édifier rapidement.**

**Il faut nationaliser les grandes entreprises et les établissements financiers qui sont les maîtres de la nation.**

**Il faut prendre les moyens de productions et d'échange à ceux qui les volent au peuple, aux multinationales et à tous ceux et celles qui les servent, dans tous les partis politiques et au gouvernement, à tous ceux qui sont à la tête des grands groupes capitalistes, de la finance et des banques.**

**-Nous instaurerons une véritable démocratie, nous rétablirons le mode de scrutin à la proportionnelle dans toutes les élections et nous supprimerons l'élection présidentielle telle qu'elle a été instaurée, qui est antidémocratique et prive le peuple de ses décisions.**

**Nous expliquerons cela tout au long de cette campagne des régionales**

Bien sûr les partis politiques font tout pour mettre un voile sur la réalité.

Ils s'accusent les uns les autres d'incompétence, ils promettent qu'avec eux ça ira mieux. Tous et toutes s'efforcent de noyer l'enjeu réel de ces élections sous des questions « locales ».

Mais le mécontentement, le rejet de la politique actuel est très profond. **Le vote ne se fera pas autour de ces questions « régionales » que les uns et les autres veulent utiliser comme éteignoir. Il se fera d'abord sur la politique que le gouvernement et les partis mènent contre le peuple.**

Nous disons, aux travailleurs, aux jeunes qui veulent un autre avenir que, à ces élections, **la seule façon de dire NON à cette politique, c'est de voter pour notre Parti révolutionnaire Communistes.** Lui seul montre la réalité de ce qu'est la politique de chaque parti. Lui seul propose la seule perspective qui peut ouvrir la voie au changement.

Nous appelons les électeurs à voter pour aucun autre Parti, à ne pas se laisser entraîner une fois de plus par tous ceux qui ne manqueront pas de parler d'alternative tout en servant le capitalisme.

**Nous les appelons à mettre dans l'urne un bulletin pour « le Parti Révolutionnaire Communistes »**

Nous allons partout mener campagne pour ce vote de lutte. Avant de parler de la campagne, je veux dire un mot sur les raisons qui font que nous n'avons pas présenté des listes partout.

**La raison principale qui ne nous permet pas d'avoir des listes partout est le mode de scrutin actuel est que :**

En supprimant la proportionnelle intégrale, en instaurant le scrutin majoritaire à 2 tours avec une liste couvrant obligatoirement l'ensemble de la région, scrutin qui donne la majorité absolue à la liste arrivée en tête, qui élimine du 2<sup>ème</sup> tour tous ceux qui n'ont pas 10%, ils poussent aux tractations pour des alliances, des regroupement dès le 1<sup>er</sup> tour **( on le voit avec les alliances à la carte qui se préparent pour tenter d'avoir des élus).** Si la proportionnelle intégrale existait avec la possibilité d'être candidat pour représenter son département à l'Assemblée Régionale, un parti comme le nôtre qui ne fera alliance avec personne pourrait être présent partout.

Nous allons mener campagne dans toutes les régions

**Nous expliquerons comme je l'ai dit plus haut que nous n'appellerons à voter ni au 1<sup>er</sup> ni au 2<sup>ème</sup> tour, pour aucun autre parti.**

**Ne vous abstenez pas**

**Faites un vote de lutte pour le changement de politique.**

Mettez dans l'urne le bulletin de vote du Parti Révolutionnaire Communistes

**Comment se procurer ce bulletin :**

Nous allons l'éditer, nous le distribuerons partout, dans les entreprises, à des points de rencontre sur les marchés, dans les facultés. Nous ferons des rencontres, des débats, des réunions, nous remettrons ce bulletin partout, à des salariés, des voisins, des amis...

Vous le trouverez sur les sites de Communistes et de l'URCF, dans l'Hebdo internet.

**Et s'il y a beaucoup de ces bulletins ça se verra dans les dépouillements**

**Nous présentons une liste de 103 candidat et candidates dans les Pays de Loire. Ce sera la seule liste Communistes dans cette région.**

**Notre liste conduite par notre camarade Olivier Terrien, aide soignant au Centre hospitalier Universitaire de Nantes, va tenir une conférence de presse.**

Nous entamons une grande campagne de propagande, de réunions, de débats, pour appeler à voter pour notre liste.

Nos sites, notre hebdo internet seront un relai important pour la campagne dans les pays de Loire.

**Et comme il faut beaucoup d'argent, partout pour mener la campagne mais encore plus en Loire Atlantique car les circulaires et bulletins de vote coûtent très cher et nous n'avons aucun subside officiel, j'appelle partout nos amis et camarades à envoyer de l'argent pour soutenir la liste des Pays de Loire.**

Cher(e) s ami(e) s et camarades,

Avant de laisser la place au débat, je veux ajouter un mot pour les amis qui sont venus aujourd'hui, pour celles et ceux qui ont accepté d'être candidat(e)s pour mener ce combat avec nous ils (elles) sont nombreux, nous avons sollicités 500 candidats dans toutes les régions, c'est une force importante avec laquelle nous allons travailler pour développer Le Parti Révolutionnaire Communistes.

Je les en remercie

Vous êtes venus, parce que vous voulez comme nous que ça change vraiment. Notre politique vous intéresse, vous approuvez, vous voulez connaître mieux nos propositions.

Nous apprécions vraiment votre soutien, vous savez aussi que vous pouvez compter sur nous.

Nous savons que la lutte est rude, le chemin à parcourir long mais nous construisons ce parti avec persévérance car nous savons qu'il est indispensable au combat contre le capitalisme.

**Vous ne comprendriez pas que je vous appelle pas – si vous le souhaitez- à rejoindre notre Parti**

**Alors, je le fais. Ensemble nous serons plus forts pour mener ce combat**

Et maintenant, place au débat !